



## LA DERNIERE SEANCE

**Après de longs mois de patience et de souffrance en silence, nous dénonçons le dialogue de sourd institué par notre direction.**

Devant les nombreuses sollicitations supplémentaires de l'année 2014-2015 (mise en place du module de RESPECT, participation à la recherche action, lutte contre la radicalisation, stage de citoyenneté ... ) et le surcroît de travail lié à la mise en place de la réforme pénale du 15/08/2014, les personnels du SPIP n'ont eu de cesse de tenter de mener de front tous ces chantiers.

Face à nos difficultés liées **aux injonctions paradoxales** de nos cadres, l'équipe, en majorité en place depuis l'ouverture du CP, se trouve asphyxiée.

**Un pseudo dialogue social de vitrine** est prôné par la direction. Or, nous nous trouvons face à une situation de **monologue**.

**Le Leitmotiv est, en réalité, de rendre une copie impeccable et de servir de faire valoir à la direction.** Telle est en tout cas le ressenti des agents, notamment lorsqu'elle leur impose de rendre des évaluations bâclées pour satisfaire à la feuille de route de la recherche action

Aujourd'hui, nous ne connaissons plus les priorités et avons perdu le sens de notre travail. **L'art 29 des règles pénitentiaires européennes ne confère-t-il pas pourtant le rôle de pilote à la direction pour établir les priorités ?**

Voilà plus d'une semaine que les agents de prévention ont tiré la sonnette d'alarme sur l'ambiance générale de travail au SPIP MF.

Fort de l'argument sur les risques psycho sociaux, **la direction a tranché, sans même avoir pris le temps et montré de l'intérêt pour les propositions concrètes formulées par la CGT au dernier CT**, et a retiré d'autorité le ½ temps du poste de contractuel sur le milieu fermé.

Quel paradoxe et surtout **quel mépris !**

Rappelons que les créations de postes sur le département, comme dans les autres services en France, avaient pour objectif d'accompagner la réforme pénale . En aucun cas, cela ne serait lié, comme **notre direction le dit avec beaucoup de malhonnêteté**, à la recherche action.

Avec plus d' une vingtaine de CAP supplémentaires sur l'année par rapport à l'année précédente, pour l'examen de la LSC soit 200 dossiers étudiés( ce qui peut porter à 5 le nombre mensuel de CAP), il semblerait que la priorité soit donnée à la contrainte pénale alors même qu'elle peine terriblement à se développer dans les LANDES. Il est à noter qu'avec un taux d'octroi quasi nul, ces examens n'engendrent pas une augmentation du nombre d'aménagements de peine à suivre sur le département.

Si nous ne remettons, bien sûr, pas en cause la charge conséquente de travail de nos collègues de milieu ouvert, il est surprenant de voir que les deux créations de postes sont dévolues au MO **sous le prétexte fallacieux de justifier les travaux des locaux du siège.**

**La séance est close aujourd'hui. Le rideau est tombé.**

**Les collègues sont appelés à n'assurer qu'au minimum les missions qui leur sont confiées et à ne plus se porter volontaires pour toutes les actions connexes.**

La palme du meilleur artificier est remise à notre direction pour son art de mettre le feu aux poudres au mépris du mal être annoncé de leurs agents.

Le prix spécial de l'équilibriste revient aux personnels du SPIP, qui dans de telles conditions de mépris et de perte de sens de leur travail assurent jusqu'à ce jour la mission qui leur est confiée dans l'intérêt des publics et de la collectivité.

**Combien de temps resterons nous en apesanteur sans filet ? l'avenir nous le dira...**

Le bureau local, Mont de Marsan  
le 04/12/2015